



L'ÉCLAIRAGE | CHRONIQUE

PAR JEAN-PIERRE PETIT

La Russie, un nain économique

L'annexion de la Crimée par la Russie a suscité des craintes géopolitiques, mais aussi des interrogations sur le véritable potentiel économique de ce pays, second exportateur mondial de pétrole et premier de gaz. Il pèse 3 % du produit intérieur brut (PIB) de la planète (en dollars courants) et 5,2 % des dépenses militaires globales.

Pour autant, il est probable que Moscou s'en tienne aux positions acquises et se garde d'aller plus avant en Ukraine. Le Kremlin n'a pas les moyens de se permettre une nouvelle dégradation de la situation internationale ; l'économie russe en serait la première victime.

Un chaos politique et militaire aurait de lourdes conséquences pour la Russie : un afflux de réfugiés à ses frontières, des pertes pour ses banques, une accentuation des sorties de capitaux, un impact négatif sur ses exportations vers l'Ukraine (1,5 % de son PIB).

Surtout, elle connaîtrait une forte détérioration de ses relations avec l'Occident, particulièrement avec l'Union européenne (UE), le commerce avec les Etats-Unis étant très marginal. Des projets d'investissement étranger pourraient être remis en cause et la menace d'un embargo planerait sur ses exportations de gaz

et de pétrole – on sait la redoutable efficacité qu'ont pu avoir de telles mesures sur l'Iran.

Les relations commerciales entre la Russie et l'UE ne sont pas symétriques. Elles sont importantes pour Moscou, beaucoup moins pour son partenaire européen. Les exportations vers l'UE représentent 12 % du PIB russe ; celles des Vingt-Huit vers la Russie représentent moins de 1 % du PIB européen. Les investissements directs étrangers (IDE) de l'UE vers la Russie représentent 1 % du PIB russe chaque année, alors que ceux de la Russie vers l'UE ne comptent que pour 0,1 % du PIB européen. Un arrêt de ces flux rendrait plus difficile le financement de la balance russe des paiements courants.

La menace la plus crédible serait l'arrêt des importations de gaz russe par l'UE. L'hydrocarbure ne pèse que 25 % des exportations énergétiques de la Russie, mais un embargo causerait une perte de l'ordre de 2 % du PIB au pays.

Car, contrairement au pétrole, le gaz russe ne peut pas être redéployé rapidement vers l'Asie, et il peut par ailleurs être remplacé par d'autres sources d'énergie moyennant un coût relativement limité pour l'Europe (de l'ordre de 0,2 % du PIB si le prix du pétrole ne progresse pas). D'autant qu'après l'hiver la consumma-

tion de gaz en Europe chute de moitié et que les Etats-Unis pourraient aider l'UE en autorisant les exportations de leur propre gaz.

Indépendamment des menaces de sanction, les marchés jouent aussi un rôle régulateur. La Russie contemporaine est il est vrai intégrée au « reste du monde », quand l'ex-Union soviétique en était déconnectée.

La Bourse de Moscou a lourdement chuté, de même que le rouble, à la suite des récents événements. La devise russe a baissé de 4 % entre la mi-février et la mi-mars. Depuis le 1^{er} janvier, elle s'est dépréciée de 7 % face au dollar. Or, l'inflation est restée élevée en Russie en 2013 ; elle est supérieure à la cible de 5 %-6 % fixée par la Banque centrale. Or la chute du rouble ne peut que renforcer les pressions inflationnistes. C'est ainsi qu'il faut comprendre la récente hausse du taux directeur de l'institution monétaire russe. De son côté, le coût de la dette extérieure – celle-ci est libellée en dollars – a progressé sur les marchés de 100 points de base...

Un risque de récession

Bref, à mesure qu'augmentent les tensions, les marchés intègrent les risques extrêmes et dégradent les conditions financières. Notons qu'un officiel russe a annoncé que les sorties de capitaux avaient atteint 60 milliards de dollars (43,8 milliards d'euros) au premier trimestre, contre 12 milliards de dollars sur la même période de 2013. Dans ces conditions, la Russie, déjà affaiblie, risque d'entrer en récession.

Plus fondamentalement, en effet, l'économie russe est déjà mal orientée, avec une croissance moyenne annuelle de 1,6 % depuis 2012, contre 4,7 % en 2010-2011 et plus de 7,5 %

entre 2003 et 2007. On est loin de l'objectif de 5 % annoncé par le président russe, Vladimir Poutine, lors des élections de 2012.

Les réformes récentes – la moindre taxation du secteur énergétique, l'encouragement aux investissements étrangers, le renforcement de la crédibilité monétaire et budgétaire, l'amélioration du management des entreprises publiques, la réforme du système des retraites... – vont dans le bon sens.

Mais elles doivent être plus ambitieuses pour contrer les faiblesses structurelles du pays : une forte dépendance à l'égard du pétrole et du gaz naturel (67 % des exportations, 50 % des recettes publiques), la faiblesse des droits de propriété ; les interférences de l'Etat, la faiblesse des supports d'épargne à long terme, le vieillissement des unités d'extraction d'énergie ou le déclin démographique – la population a baissé de 5 % en vingt ans. La corruption est aussi un point noir (dans ce domaine, la Russie apparaît au 127^e rang de l'indice global de l'ONG Transparency International).

La popularité intérieure de M. Poutine après quinze ans d'exercice des responsabilités doit beaucoup au relatif redressement économique du pays durant les années 2000 ; les années 1990 avaient été marquées par la dépression, l'hyperinflation et le défaut de paiement des obligations d'Etat en 1998. Mais ce redressement doit beaucoup à la « chance » : le prix mondial du baril de pétrole approchait les 10 dollars quand M. Poutine s'est installé à la tête du pays. Il ne peut aujourd'hui se permettre une trop forte dégradation économique. Sa crédibilité et son autorité vis-à-vis de l'opinion publique et des oligarques en dépendent. ■

J JEAN-PIERRE PETIT est économiste et président de la société de conseil Les Cahiers verts de l'économie